



Assemblée générale

Distr.
GENERALE

A/44/378
6 juillet 1989
FRANCAIS
ORIGINAL : ESPAGNOL

Quarante-quatrième session
Point 12 de la liste préliminaire*

RAPPORT DU CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL

Lettre datée du 5 juillet 1989, adressée au Secrétaire général par
le Représentant permanent d'El Salvador auprès de l'Organisation
des Nations Unies

J'ai l'honneur de vous faire tenir le texte de la note que M. Ricardo Orlando Valdivieso, Vice-Ministre salvadorien des relations extérieures, a adressée le 1er juillet à M. José Antonio Pastor Ridruejo, représentant spécial de la Commission des droits de l'homme pour El Salvador, au sujet d'événements politiques qui se sont produits récemment en El Salvador et qui constituent des violations flagrantes des droits de l'homme et des libertés fondamentales, en particulier du droit à la vie.

"J'ai l'honneur de vous faire savoir que le 30 juin, à 14 h 45, le Président de l'Institut des relations internationales, M. Edgardo Cracon, a été lâchement assassiné par les prétendus 'commandos urbains' du FMLN-FDR, acte qui atteste une sauvagerie manifeste et un mépris total des droits élémentaires de la personne humaine, en particulier le droit à la vie.

Le Gouvernement salvadorien, par votre truchement, dénonce, de la façon la plus énergique devant la communauté internationale, cet acte odieux qui plonge dans le deuil et la douleur la nation salvadorienne, qui a déjà vu le massacre des plus illustres de ses fils comme les docteurs Francisco Pecorini, José Antonio Rodriguez Porth, le colonel Roberto Armando Rivera, ainsi que des citoyens humbles et honorables comme des fonctionnaires municipaux, les deux personnes qui accompagnaient le docteur Rodriguez Porth, d'innombrables commerçants et clients du marché central de San Salvador, des centaines de paysans, principalement des enfants, mutilés par les mines posées par les

* A/44/50/Rev.1.

terroristes, et le massacre de Tacachico, tous faits odieux que ni le Gouvernement ni aucune institution ne sauraient passer sous silence, étant donné que le silence devant des crimes aussi odieux ne peut qu'inciter leurs auteurs à penser que la communauté internationale est indifférente à l'assassinat de citoyens éminents tombés sous les balles de ceux qui n'ont pas la moindre aptitude à lutter sur le plan des idées.

Monsieur le représentant spécial, le mois de juin a marqué une profonde régression du respect des droits de l'homme dans le monde. Nous avons vu la communauté internationale condamner avec fermeté les violations massives et flagrantes des droits de l'homme les plus élémentaires du peuple de la Chine populaire, foulés aux pieds par une gérontocratie obstinée et obtuse, qui n'a pas elle non plus prêté l'oreille aux appels à la clémence émanant des plus éminentes autorités mondiales. La même chose s'est produite en Amérique centrale où un régime totalitaire se refuse à honorer les engagements de démocratisation du régime politique nicaraguayen, souscrits devant l'Organisation des Etats américains en 1979, consacrés par les Accords d'Esquipulas II, et précisés dans la Déclaration de la Costa del Sol de février dernier.

Ces faits émanant d'autorités étatiques, et par là d'autant plus condamnables, contrastent avec la situation salvadorienne où c'est une minorité antidémocratique qui, par le biais d'un terrorisme aveugle, essaie d'intimider tout un peuple et ses représentants les plus éminents de façon qu'ils renoncent à une coexistence sociale pacifique et réagissent par des actes qui ne manqueraient pas ensuite d'être utilisés pour 'dénoncer' les violations des droits de l'homme de la part du Gouvernement ou de 'secteurs à sa solde'.

Comme vous le comprendrez, mon gouvernement est au courant des ignobles intentions du FMLN-FDR et, bien que la douleur puisse être mauvaise conseillère, il a la certitude absolue que la prudence, la modération et le strict respect des quatre principes qui peuvent seuls assurer le salut de la nation : liberté, honnêteté, légalité et sécurité, constituent les principes inviolables qui guident notre conduite face à pareils crimes, tout en étant la référence éthique de tous ceux qui désirent voir l'avènement au Salvador, à brève échéance, d'une paix ardemment souhaitée.

En vous remerciant, Monsieur le représentant spécial, de bien vouloir vous prononcer sur ces crimes, je vous prie d'agréer l'assurance de ma très haute considération.

Le Vice-Ministre des relations extérieures,

Ricardo Orlando Valdivieso"

Dans le même contexte, je crois opportun de vous indiquer que l'escalade de la violence terroriste en El Salvador se poursuit et que j'ai été informé que le lundi 3 juillet, au matin, les prétendus "commandos urbains du FMLN" ont effectué une attaque à main armée dans le quartier résidentiel Manuel José Arce, de la banlieue de San Salvador, habitée en majorité par des familles de militaires, mettant gravement en péril un grand nombre de personnes, en particulier des enfants qui se préparaient à aller à l'école.

Cette action condamnable fait partie de l'odieuse violence déchaînée par le FMLN-FDR qui, dans le cas présent, tente d'obtenir un effet de publicité, sans hésiter à attaquer par trahison la population civile et sans avoir cure d'un regain de violence irrationnelle qui ne manquera pas d'en résulter.

Je vous serais obligé de bien vouloir faire distribuer la présente lettre comme document officiel de l'Assemblée générale au titre du point 12 de la liste préliminaire.

L'Ambassadeur,

Représentant permanent,

(Signé) Roberto MEZA
